



La Confédération doit améliorer d'urgence sa gestion de crise

La Suisse a relativement bien traversé la pandémie. Cependant, à y regarder de plus près, elle n'obtient pas une bonne note en gestion de crise. Des préparatifs insuffisants, des compétences mal définies et des dysfonctionnements de taille dans la collecte et la gestion des données font partie des points faibles. La Confédération doit s'y atteler maintenant afin que le pays soit mieux préparé à une prochaine crise. Dans son dernier dossier politique, *economiesuisse* identifie les points à améliorer.

La pandémie de covid a révélé que la Suisse a du mal à réagir de manière adéquate à une crise soudaine. Notre pays a certes mieux traversé cette période difficile que tant d'autres, mais en termes de préparation et de gestion de crise, des dysfonctionnements évidents sont apparus. La plupart des acteurs ont été pris de court et la Confédération ne disposait pas d'une organisation de crise fonctionnelle. L'État-major fédéral Protection de la population (EMFP) prévu par la loi à cet effet n'a pas été activé. En revanche, quatre jours après l'annonce du confinement, une organisation de crise ad hoc a été instituée, qui a dû commencer par mettre en place son propre secrétariat.

Décisions à court terme plutôt que planification fondée sur des scénarios

On a surtout essayé de gérer la crise dans les structures existantes en travaillant beaucoup plus vite. Bref, la Confédération a géré la crise, en avançant d'une décision à court terme à la suivante. Elle a commencé à planifier en se fondant sur

des scénarios à partir du printemps 2022 seulement.

Dans le [dossier politique « Leçons tirées de la pandémie de covid »](#) publié ce jour, economiesuisse analyse la gestion de la crise de ces derniers deux ans et demi et montre les points à améliorer du point de vue de l'économie. Ces enseignements ont une importance qui va au-delà du covid pour les situations d'urgence en tous genres.

Collecter les données principales en temps réel

La Confédération a besoin en priorité d'une organisation de crise professionnelle et permanente, directement subordonnée au Conseil fédéral en cas de crise. En outre, il faut anticiper davantage, en travaillant sur plusieurs scénarios d'évolution à un stade précoce. C'est le seul moyen de préparer des moyens d'action possibles et de prendre des mesures adéquates.

Cette période de pandémie a également révélé de grandes faiblesses dans la gestion des données. En cas de crise, les principaux indicateurs doivent impérativement être disponibles en temps réel et pouvoir être analysés. Il est donc urgent d'accélérer la numérisation, et pas seulement dans le domaine de la santé.